

Dépêche AFP

Neuf médecins sur dix sont favorables à la vaccination, mais des réticences s'expriment selon le type de vaccins et quant à la présence d'adjuvants, selon une étude publiée jeudi par la Société française de médecine générale (SFMG). Confrontés à la méfiance souvent exprimée par leurs patients, deux médecins sur trois disent aussi manquer de temps pour en discuter avec eux dans le cadre de leurs consultations. La SFMG a interrogé 1.069 médecins généralistes, sur deux ans, pour cette étude financée en partie par un laboratoire pharmaceutique (mais "sans contrepartie" précise cette société savante). Sur ce total, neuf sur dix se disent favorables à la vaccination, et la même proportion souligne que le bénéfice attendu est bien plus fort que le risque encouru. Mais quelque 10% se disent neutres, réticents voire défavorables, particulièrement lorsqu'il s'agit des vaccins contre le papillomavirus (HPV) et le pneumocoque. Plus de 8 généralistes sur 10 ont déclaré avoir pour habitude de prescrire les vaccins prévus par le calendrier vaccinal, mais environ un quart n'étaient pas d'accord pour les infections à pneumocoque (22,4%) et pour les infections à HPV, à l'origine de cancers du col de l'utérus et de la gorge (27,7%). Près d'un quart des médecins interrogés ont par ailleurs émis un avis "défavorable" ou "très défavorable" concernant la présence d'adjuvants dans les vaccins. Les médecins voient aussi des explications pratiques dans le recul de la vaccination. Un sur 3 désigne comme un frein les informations véhiculées par les pouvoirs publics – notamment les modifications annuelles apportées au calendrier vaccinal - et par les médias. En outre, le médecin n'a pas toujours les informations nécessaires concernant l'historique vaccinal de ses patients, souligne la SFMG, qui demande aux pouvoirs publics d'organiser la centralisation de l'information vaccinale. "En France, la population et les soignants adhèrent de façon importante à la vaccination. Mais la répétition des crises et des scandales sanitaires ont altéré cette confiance", ajoute cette société savante, pour qui l'État doit organiser "une campagne de communication ambitieuse et récurrente".



Copyright © 2016 AFP. Tous droits de reproduction et de représentation réservés.